



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 07 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE – Plateforme de compostage de Saint Rémy-en-Mauges

ZA du Cormier - 4 rue Chevreul
BP 80411
49300 Cholet

Références : EC-2025-312-INSP-BRANGEON Recyclage Atlantique-Saint-Rémy-en-Mauges-RAP
Code AIOT : 0006302271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE implanté au lieu-dit « Les Epinettes » Saint Rémy en Mauges 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE
- Les Epinettes Saint Rémy en Mauges 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006302271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de l'établissement BRANGEON RECYCLAGE à St Rémy en Mauges - MONTREVAULT SUR EVRE sont le compostage de déchets de toutes catégories pour une quantité globale de matières traitées de 200 tonnes/jour au maximal.

L'activité est désormais régie par l'arrêté préfectoral DIDD-2023 n°197 du 20 juillet 2023 qui a mis à jour la situation administrative, notamment au regard de la réglementation IED (rubrique 3532).

La capacité annuelle de traitement de 30 000 tonnes, l'établissement a réceptionné 18 600 tonnes de déchets en 2024 pour traitement en compostage. Le site a produit 10 700 tonnes de compost en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a interrogé son fournisseur d'extincteurs à l'échelle du groupe pour identifier la présence de PFAS éventuelle dans l'agent d'extinction. Les extincteurs des marques Desautel et Eurofeu ont été changés. Concernant les extincteurs de la marque Multiprotec qui équipent la majorité des sites, le groupe Brangeon a fait le choix de les laisser en place jusqu'à leur date de fin de validité de 10 ans. Le groupe Brangeon a estimé que l'utilisation des extincteurs était faible, et que l'approche pour éteindre des débuts d'incendie était l'utilisation d'inerte.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MTD applicables aux installations de traitement de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 X	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conclusions sur les MTD : plans de gestion	Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD12 et MTD17	Susceptible de suites	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	Susceptible de suites	Sans objet
3	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois de :

- transmettre le dernier agrément sanitaire ;
- mettre en place la surveillance semestrielle des PFOA et PFOS sur les eaux de lagune épandues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conclusions sur les MTD : plans de gestion

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD12 et MTD17
Thème(s) : Autre, Odeurs et bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suites qui avait été actée : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2023

Prescription contrôlée :

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer

un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

.../...

XIV. plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12) ;

XV. plan de gestion du bruit et des vibrations (voir la MTD 17).

Constats :

L'exploitant a transmis les plans de gestion des odeurs et du bruit. Les deux plans de gestion n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, déroulement du procédé de compostage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la hauteur des andains de refus de crible ne dépasse pas 3 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats de PFAS sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les résultats des 3 campagnes sont saisis sous GIDAF (novembre, décembre 2024 et janvier 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD applicables aux installations de traitement de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 X
Thème(s) : Risques chroniques, PFOA PFOS
Prescription contrôlée : La surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective : <ul style="list-style-type: none">➤ PFOA : semestriellement➤ PFOS : semestriellement
Constats : Le site dispose de 2 lagunes de 4000 et 6000 m ³ de récupération des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage. Il n'y a aucun rejet vers le milieu. Les eaux sont utilisées pour l'arrosage des andains et évacuées et valorisées dans le cadre d'un plan d'épandage. L'exploitant déclare ne pas réaliser la surveillance semestrielle des PFOA et PFOS. Pour autant, les PFOA et PFOS ont été recherchés lors des 3 campagnes ponctuelles relatives aux PFAS tel que prévu dans l'AM de 2023. Les résultats des analyses de cette campagne étaient tous inférieurs à 0,1 µg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que l'épandage constitue un retour vers le milieu naturel, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit mettre en place la surveillance des PFOA et PFOS à une fréquence semestrielle. Les paramètres contrôlés sont conformes (campagne d'analyses du 18 mars 2025).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°4 : MTD applicables aux installations de traitement de déchets



Lagune de récupération des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage



Lagune de récupération des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage